

TRAME DE L'ALLOCATION DU GENERAL D'ARMEE ELRICK IRASTORZA
5^e RENCONTRES TERRE-DEFENSE
PARIS – 1^{er} MARS 2011

« *Comment l'Armée de Terre doit-elle se préparer aux engagements de demain* » ?

En préambule, je voudrais remercier monsieur le député Christophe GUILLOTEAU et monsieur le sénateur Jean-Pierre MASSERET d'avoir accepté de présider ces 5^e rencontres Terre-Défense, moment privilégié de réflexions et d'échanges sur notre armée de Terre. Il n'est pas encore l'heure de conclure, mais je veux d'ores et déjà remercier tous les organisateurs de cette journée, et bien évidemment les intervenants français et étrangers qui nous ont fait part de leurs expériences, de leurs analyses et de leurs visions prospectives sur ce thème éminemment structurant de la préparation de l'armée de Terre aux engagements de demain.

Ceux qui m'ont déjà écouté auront sans doute l'impression du « déjà entendu » mais je ne change pas d'idées chaque matin !

Les derniers évènements sont là pour nous le rappeler, imaginer l'avenir, n'est pas aussi simple qu'il y paraît et le préparer encore moins. Il s'ensuit un dilemme éternel : faut-il sacrifier l'avenir sur l'autel du présent ? Que faut-il sacrifier du présent au motif que nous préparons l'avenir ?

Alors un peu comme toujours et comme tout le monde, nous nous efforçons de concilier les deux, nos engagements opérationnels du moment avec une réorganisation fonctionnelle et structurelle de grande ampleur engageant durablement l'avenir et difficile à percevoir de l'extérieur. Nous imaginons les équipements de demain tout en adaptant ceux d'aujourd'hui. Bref, non seulement « pendant les travaux la vente continue » mais dans le même temps nous échafaudons les plans de la future « boutique ».

Avant d'aller plus loin, quelques chiffres que j'ai déjà cités pour illustrer ce qu'est l'armée de Terre du BOP Terre aujourd'hui :

- 107 000 militaires et 15 000 civils, demain 94 000 et 9 000 respectivement ;
- Instantanément 8 000 hommes en OPEX et 4 000 en MCD, soit par le jeu des relèves, 31 000 hommes projetés par an ;
- En 2010, 97 000 mouvements individuels : 31 000 projetés, 33 000 mutés avec ou sans changement de résidence, et, dans une armée composée à 72% de contractuels, 18 000 départs et 15 000 recrutements (en raison de la déflation d'effectifs à conduire) ;
- 1800 véhicules majeurs en opérations dont 1000 blindés dont 600 VAB et une cinquantaine d'hélicoptères (il y a 76 VAB dans un régiment d'infanterie) ;
- 98% du tonnage de munitions tirées par les armées au combat ;
- 86% des effectifs engagés en OPEX ;
- 41,4 % des effectifs de la mission défense ;
- 36,5 % de la masse salariale de la même mission défense, et 45 % des militaires du rang à l'indice « plancher » de la fonction publique (295 depuis le 1/1/11) ;
- 19% des crédits d'infrastructure au P212, avec un taux de réalisation de 78% ;
- 16 % des 10,6 milliards de crédits d'équipements du P146, part relative qui ne me semble guère refléter, je cite le LBDSN « l'accent à porter sur la remise à niveau des moyens terrestres dans une première phase de court-moyen terme (2015) ».

J'en retiens que compte tenu du service rendu et de ceux à rendre, l'armée de Terre a un coût relatif très raisonnable !

Se pencher sur la préparation des engagements de demain, c'est bien évidemment observer ceux d'aujourd'hui, et avoir à cette occasion une pensée pour nos camarades récemment tués en opérations et au combat, pour nos blessés, pour leurs familles et leurs proches dans la peine. En étant allés au bout de leur engagement personnel et professionnel au service toujours exigeant de notre pays, nos tués et nos blessés nous rappellent quelques notions essentielles.

- Quand on a choisi ce métier, on ne choisit plus ensuite ses missions, sinon il faut avoir l'honnêteté de changer de métier sans tarder ;
- Le risque ne connaît ni les grades ni les spécialités ;
- Nos soldats ne sont pas des lansquenets dans leur propre pays mais bien des citoyens à part entière en charge d'assurer par la force des armes la défense de la Patrie et des intérêts supérieurs de la Nation, où qu'ils soient menacés, défense qui ne se limite plus, aujourd'hui et pour longtemps, aux seules frontières de l'hexagone ni même à celles de notre vieille Europe ;
- A ce titre nous dit la loi portant statut général des militaires, « ils méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation » ;
- Enfin, nos engagements du moment – qui préfigurent très probablement ceux de demain – et les sacrifices consentis par nos soldats nous rappellent qu'à défaut de participer à des guerres déclarées entre États, nous aurons à mener de véritables opérations de guerre faites de violence, d'incertitude, de danger et de prise de risques acceptés au seul motif que la mission qui nous est confiée est sacrée.

I/ Mais à quoi se préparer ?

11/ Il n'y aura pas de lendemains qui chantent. Le futur de la guerre est bien assuré !

On a pu en effet penser un peu vite que la guerre n'avait plus d'avenir, le spectre de la menace mortelle à nos frontières s'estompant, et les opérations menées à l'extérieur de notre territoire s'accomplissant à moindre coût avec le plus souvent le consentement plus ou moins enthousiaste des belligérants.

En fait, il est peu probable que la guerre cesse subitement d'être consubstantielle à la nature humaine, compte tenu :

- Du manque d'humanité de l'homme pour l'homme,
- Du droit que s'arrogé le plus fort sur le plus vulnérable,
- Du dévoiement extrémiste des religions,
- Du poids de la géographie physique et humaine,
- Des conséquences des aléas climatiques notamment sur l'eau,
- De la raréfaction et de la localisation des sources d'énergie et des matières premières,
- De l'intrication entre mafias, terrorisme et états faillis...
- Bref, les soubresauts de l'humanité continueront de rythmer la marche du monde et d'en écrire l'histoire.

La guerre n'est donc pas morte, et elle restera ce qu'elle a toujours été, l'expression ultime de l'affrontement de volontés antagonistes, surtout lorsque la survie des uns et les ambitions des autres viendront à se télescoper.

Demain, notre pays n'aura pas plus de sources d'énergie ni de matières premières qu'il n'en a aujourd'hui, et pour vivre, devra toujours exporter des produits manufacturés ou des services. Bon gré mal gré il devra continuer à défendre avec d'autres la stabilité d'un monde condamné aux échanges pour survivre. Dans le même temps, il restera toujours attractif pour bien des mal-lotés de la planète, avec toutes les tensions à attendre de flux migratoires erratiques. En fait, de cette Sécurité inévitablement élargie bien au-delà des frontières de notre vieille Europe dépendra notre prospérité, voire tout simplement notre survie. Enfin, notre pays continuera de défendre des valeurs qu'il estime universelles mais qui lui seront toujours contestées, parfois très violemment.

12/ Se préparer aux engagements de demain, ce sera donc ni plus ni moins que se préparer à faire la guerre avec dans cette perspective quelques constantes.

Tout d'abord, parce que le passage à l'état de guerre résultera toujours d'une décision politique, on fera toujours la guerre pour produire des effets militaires à des fins politiques. C'est vrai pour notre pays : le militaire ne s'engage pas parce qu'il en a envie ou simplement pour participer à une

coalition. C'est vrai pour nos ennemis de demain. Qu'il se réclame d'une nation ou de nébuleuses transnationales insaisissables, celui d'en face sera toujours là pour gagner, taper là où ça fait mal, pour marquer des points au plan militaire, en jouant habilement de l'effet amplificateur des médias et plus encore aujourd'hui des réseaux sociaux, pour ébranler les opinions publiques, et in fine arriver à ses fins politiques.

La guerre sera toujours affaire de contingences, et nos soldats seront toujours confrontés aux difficultés qu'il y a :

- à localiser l'adversaire immergé au milieu de populations, de plus en plus en zone urbaine, j'y reviendrai,
- à en cerner les organisations,
- à en déterminer les motivations et les intentions,
- à en pressentir l'habileté et à la détermination,
- à prévoir et donc anticiper les aléas technico-opérationnels, la météo, le stress, la fatigue,
- à prendre des décisions dans l'urgence,
- à surmonter enfin la difficulté d'avoir à partager toutes ces contingences avec ses hommes, puisque, qu'au combat, du comportement d'un seul peut dépendre le sort de tous.

Enfin, deux données pourtant immuables sont devenues encore plus structurantes et le seront de plus en plus :

- La problématique des pertes : le chef militaire digne de ce nom ne les a jamais acceptées, mais, parce qu'elle lui est confiée au nom du Peuple Français par le Président de la République, la mission est sacrée. Il doit donc en accepter les risques après avoir acquis en conscience la certitude de les avoir réduits au minimum, à l'acceptable.
- La place du droit de la guerre et dans la guerre :
 - ⇒ Le droit s'est toujours imposé à nos soldats qui ne se sont jamais sentis au dessus de lois qui les protègent tout autant qu'elles les obligent ;
 - ⇒ Mais suite à la projection de nos sociétés, en temps réel, au cœur de l'action par médias interposés, l'émotion a maintenant tôt fait de l'emporter sur la raison, et nous serons désormais systématiquement confrontés aux investigations du juge dans la conduite tactique de nos opérations voire le traitement de nos blessés. Je cite le médecin-chef des services hors classe François PONS (Leçon inaugurale prononcée le 23 novembre 2010 au Val de Grâce) : « La mort au combat était autrefois une mort glorieuse... Elle peut maintenant être ramenée à une simple mort violente, voire une mort suspecte. De même les blessures au combat et leur prise en charge peuvent être l'objet d'interrogations, voire de revendications ».
 - ⇒ Seul moyen d'éviter la paralysie collective par sommes des inhibitions individuelles : **le respect de la ligne entre le licite et l'illicite, l'acceptable et l'inacceptable, le défendable et l'indéfendable...**

Ces points seront d'autant plus structurants que l'armée de Terre continuera à se battre au milieu de populations qui seront le plus souvent enjeux et acteurs du conflit. Il faudra donc savoir vaincre quand le combat s'imposera, mais aussi savoir retenir sa force pour épargner des populations dont l'adhésion ne va pas de soi : « Le bateau part, la jetée reste ! » C'est toute la problématique des approches globales et de l'équilibre à trouver quasiment simultanément entre l'emploi de la force et la normalisation de la vie courante et la sortie de crise.

Cette problématique sera rendue plus ardue sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation croissante de la planète, et de la volonté de l'adversaire de nous affronter sur le terrain qui lui est le plus favorable aujourd'hui, la ville. Il y trouvera des zones très compartimentées, aux accès malcommodes, propices au piégeage, à l'embuscade, à la dissimulation au milieu de populations qu'il n'hésitera pas à instrumentaliser pour nous pousser à la faute.

La guerre ne sera donc plus mécaniquement réductible au seul rapport de forces en termes d'effectifs, d'équipements et de technologie, mais restera un choc terrible entre combattants bien décidés à l'emporter, avec pour nous l'obligation morale de répondre régulièrement à la guerre irrégulière.

13/ Voyons maintenant les formes que pourrait revêtir ce choc des volontés.

Terreur oblige, il est fort probable que nous en resterons à des conflits infra-nucléaires. Nous participerons plutôt à des engagements plus limités dans le temps et dans l'espace qu'actuellement, mais ciblés et de plus en plus violents. Ces engagements seront répétitifs plutôt que longs (ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudra pas procéder à des relèves dans une certaine durée), avec la perspective de devoir en conduire plusieurs simultanément. Ils seront conduits dans un contexte multinational, avec un volume maximal instantané pouvant aller, pour un pays comme le notre, jusqu'à 2 brigades à géométrie variable, dont l'équipement et l'entraînement devra autant que possible correspondre à la nature de l'engagement et aux effets à obtenir. Vous noterez au passage que la force expéditionnaire interarmées franco-britannique s'inscrit parfaitement dans cette perspective.

Mais nous ne devons pas écarter la perspective d'avoir à contribuer à des engagements plus importants, voire à les conduire. Dès lors, nous devons conserver un panel de capacités en rapport avec les ambitions d'un pays membre permanent du conseil de sécurité, dont l'aptitude à nous déployer en premier et à engager sur un théâtre un volume de forces au moins égal à la moitié de nos capacités du moment. Nous devons naturellement entretenir les moyens permettant de les soutenir et de les régénérer dans la durée, ce qui n'est pas le plus simple. Cette perspective est de très loin la plus contraignante en termes d'investissements et de ressources (munitions, autonomie initiale de projection, pièces détachées).

Enfin, quels que soient nos engagements par ailleurs, nous aurons toujours un rôle essentiel à jouer sur le territoire national. Nos concitoyens ne comprendraient pas que nous ne fassions pas le maximum en cas de besoin massif. Dans ce domaine, le contrat 10 000 hommes du Livre Blanc me semble déconnecté de toute réalité : nous ferons face avec tout ce que nous aurons de disponible et aussi longtemps qu'il le faudra. A titre d'exemple, nous avons engagé près de 1 000 hommes dans le Var. A lui seul le Plan NEPTUNE requiert 10 000 hommes ! L'instruction sur l'engagement des forces armées sur le territoire national parle d'ailleurs d'engagement **massif** en cas de crise majeure, pour un pays de 70 millions d'habitants, 10 000 ce n'est pas massif ! Or, indépendamment des catastrophes naturelles, pour contrôler les frontières, les axes logistiques principaux, assurer la sécurité d'installations sensibles (cas de figure prévus par le Livre Blanc), et donc permettre aux forces de police et de gendarmerie de se consacrer à leurs missions de sécurité spécifiques, il faudra du monde et tout le panel des capacités permettant un contrôle de zone efficace.

II / Après avoir esquissé, sans grandes surprises, le « à quoi se préparer », j'en viens au « comment se préparer.

21/ La première question à se poser est celle de la méthode à mettre en œuvre pour dimensionner l'épée.

A ressources forcément comptées, l'ordre dans lequel on aborde et priorise les différents scénarios est particulièrement structurant en termes de contrats OPS et donc d'effectifs, équipements, rechanges et munitions.

En France, on est plutôt parti de l'engagement maximal 30 000 + 5 000 + 10 000 pour en déduire un format prenant en compte tout le panel des capacités, mais aussi les contraintes de formation..., en considérant qu'à partir de là on saurait faire face à nos engagements courant (autour de 10 000 en OPEX + 4 000 en MCD aujourd'hui).

En Grande-Bretagne, considérant leur forte probabilité d'occurrence, on est plutôt parti des engagements courants, à savoir l'engagement du volume d'une brigade renforcée dans la durée, sur un cycle à 5 temps (phase de mise en condition à la projection, phase d'engagement opérationnel, période de récupération, phase de réapprentissage des fondamentaux en garnison, phase d'entraînement aux niveaux supérieurs), pour en déduire le format, sachant que s'il fallait faire plus, on irait prendre des unités en cycle d'entraînement.

Au final, on arrive sensiblement au même résultat, 75 000 dans les forces et 94 000 en y ajoutant le personnel en formation, la préparation de l'avenir...

Mais la démarche britannique me semble plus pragmatique et donc plus robuste :

- Parce qu'il faut garantir la respiration entre des opérations de plus en plus exigeantes et prendre le temps de ré-entraîner les unités à la mission suivante ;
- Parce que l'on n'engage pas seulement des soldats, mais aussi des familles qui doivent tenir la distance.

22/ Reste ensuite à déterminer la nature des capacités les mieux adaptées à ces futurs engagements.

Nous le savons bien, aucun espace géographique ou milieu d'engagement n'est ou ne sera épargné par la guerre, ni même l'espace extra-atmosphérique ou le cyber espace. Mais la guerre étant plutôt affaire de contrôle de la population, et ce n'est pas prêt de changer, elle sera donc inévitablement affaire de contrôle des territoires où vivent les populations, zones urbaines en tête, portuaires et aéroportuaires incluses. Il faudra donc nécessairement toujours des troupes sur le terrain – **et en nombre suffisant !** – si l'on veut, pour citer Colin Gray, obtenir quelque chose qui ressemble à une victoire décisive. En conséquence ces troupes au sol resteront au cœur de tout système de forces à venir.

Une priorité absolue devra être accordée aux unités combattantes stricto sensu, et notamment :

- A l'infanterie qui colle au terrain et le contrôle, au milieu des populations et en particulier dans les zones urbaines et les zones difficiles, et signe la volonté politique de notre pays de s'engager quoiqu'il puisse lui en coûter ;
- Aux forces spéciales, capables de réaliser des actions très ciblées, de très haute plus value et requérant une très haute technicité ;
- Aux hélicoptères d'attaque et de manœuvre tactiques, pleinement intégrés dans la manœuvre terrestre, et donc aptes à appuyer les troupes au sol dans des situations très imbriquées comme en zone urbaine ;
- A des appuis précis, extrêmement réactifs et aux effets contrôlés, capables de frapper la cible et rien que la cible, à la seconde voulue, de jour comme de nuit, quelle que soit la météo, avec une précision métrique ;
- A des capacités d'observation J+N dans la zone d'engagement et de responsabilité de la brigade, à la main du chef tactique, et notamment des drones, utilisés de façon concentrique en fonction de leurs possibilités techniques, à la diligence du chef tactique ;
- Enfin, nous aurons toujours besoin de formations d'engagement d'urgence, apte à conduire des engagements conventionnels mais aussi dans des milieux plus spécifiques (montagnes, aéroporté, amphibie).

Cette priorité absolue à accorder aux forces nous impose, pour les préserver :

- D'aller au bout de la réforme de l'administration générale et des soutiens communs ;
- De faire évoluer les soutiens en opérations compte tenu des nouvelles technologies : télémaintenance, reach-back dans certaines fonctions comme le renseignement, la logistique ;
- D'accroître aussi la polyvalence du soldat de métier qui devra être capable au terme d'un très bref « rerolling » de passer du VBCI au VBMR, du Leclerc à l'EBRC, du CAESAR au mortier de 120, voire de la mêlée au renforcement de certaines fonctions logistiques.

23/ Quelle organisation de nos forces retenir en conséquence ?

Je suis convaincu que la brigade interarmes polyvalente, à géométrie variable, restera le pion de base des engagements du futurs, sentiment partagé par d'autres armées de Terre, car elle est l'échelon tactique le mieux adapté à l'emploi de tous les renforcements et des appuis, y compris en zone urbaine. Elle est enfin le niveau le plus adapté à l'interopérabilité entre alliés.

La structure régimentaire restera pertinente :

- Toujours comme unité de compte mais aussi d'emploi car l'engagement d'un régiment homogène n'est pas forcément exclu aujourd'hui, notamment pour les appuis ;
- En raison des contraintes de MCO – pour éviter la dispersion des spécialistes, des lots d'outillage, pour réduire les flux de pièces détachées – et d'INFRA techniques qui imposent de regrouper les moyens par famille ;
- En raison des contraintes de gestion et de formation du personnel ;
- Enfin le régiment reste ce lieu où souffle l'esprit de nos traditions et où se forge la cohésion indispensable au combat.

Le GTIA restera une structure d'emploi modulaire et conjoncturelle. D'ailleurs, comment construire en temps de paix le GTIA type de demain, alors même que leur composition évolue quasiment d'une relève à l'autre en Afghanistan ou au Liban aujourd'hui ?

III/ « A quoi se préparer », « comment s'y préparer », il reste à compléter les réponses à ces deux questions par quelques certitudes.

31/ 1^{re} certitude, dans le domaine des équipements et de leur maintien en condition comme dans celui de la PREPAOPS, parce que les choses vont plus vite, nous sommes condamnés à nous adapter en permanence. Le temps d'une armée figée attendant son heure est définitivement révolu.

Dans le domaine des équipements, j'ai deux convictions fortes que j'ai déjà énoncées.

1^{re} conviction : le temps des équipements « finis » est clairement derrière nous. Certes, il nous faudra toujours des équipements majeurs développés sur le temps long et destinés à durer souvent une quarantaine d'années (chars, blindés, canons...). Mais ces équipements devront être plus basiques et adaptables dans la durée, à la fois pour répondre aux exigences de tel ou tel théâtre le moment venu, mais aussi pour pouvoir tirer parti des dernières évolutions technologiques, dans les domaines de la motorisation, de l'optronique, des systèmes d'information, de l'armement, de protections additionnelles... A cet égard le VBMR en est emblématique, et il devra être un programme exemplaire, à coûts maîtrisés.

Naturellement, il conviendra de conduire, au cas par cas, une politique d'adaptation réactive permettant de vraiment coller aux dernières exigences des théâtres d'opération.

Dans le domaine de l'équipement du combattant, l'ère de l'uniformité et des séries longues est close : place aux séries courtes, là encore pour tirer le meilleur profit des dernières évolutions. Nous avons des soldats de 20 ans, sensibles aux effets de mode et très attentifs à leurs équipements individuels, facteur clef du moral. C'est leur seconde peau. Il y va de leur enthousiasme au combat et donc de leur capacité opérationnelle. Plus question de mégoter dans ce domaine.

2^e conviction : le combat entre la cuirasse et l'explosif est irrémédiablement perdu au bénéfice du second. La poudre et la balle d'arquebuse ont tué la chevalerie en armure, le cheval ne pouvant plus porter un cavalier surprotégé. Les charges explosives préformées et l'électronique condamnent le blindage à la seule protection contre la ferraille du champ de bataille et la mine antichar classique jusqu'à 8 à 10 kg, ce qui n'est déjà pas mal. Ensuite, nous ferons de notre mieux pour améliorer la protection en fonction des exigences propres à tel ou tel théâtre, par ajout de kits forcément évolutifs (coques ventrales, dalles céramiques, etc.) et de moins en moins lourds. **Mais dire au soldat – et donc à sa famille – qu'on peut le protéger contre tous les IED (par exemple) serait lui mentir, la protection totale est inatteignable !**

Dans le domaine du MCO et de l'emploi des équipements, au vu de la difficulté à maîtriser la croissance des coûts, je ne vois pas d'autre alternative que de donner, à enveloppe durablement contrainte, la priorité aux OPEX.

De même, en matière de PREPAOPS, le niveau d'exigence requis a définitivement condamné l'ère de l'entraînement standard universel répétitif. La PREPAOPS sera donc durablement fondée sur :

- Un entraînement commun à une guerre générique, régulièrement entretenu ;
- Un entraînement plus ciblé aux plans tactique, technique, physique, mental et moral avant l'engagement sur tel ou tel théâtre et pouvant durer jusqu'à 6 mois ;
- Ce sont les temps forts du cycle (qui ne doit pas durer plus de 2 ans) à 5 temps (à durées variables) permettant cette respiration opérationnelle et personnelle évoquée supra.

Un mot de l'interarmées pour souligner que dans l'armée de Terre c'est, par nécessité, une longue habitude, et que nous en faisons finalement comme monsieur Jourdain fait de la prose. Pour moi tout cela va de soi. L'interarmisation de l'administration générale et des soutiens communs est d'une autre nature. C'est un pari en rationalisation qui devra impérativement produire les effets que nous en attendons d'ici à 2020, car si les bénéficiaires qui ont présidé à sa mise en œuvre ne sont pas au rendez-vous, ce sont les forces qui en feront inévitablement les frais, ce qui est bien évidemment inacceptable.

32/ J'en viens maintenant à ma 2^e certitude : l'homme restera au cœur des systèmes d'armes de demain.

C'est une certitude qui vaut pour toutes les armées et que ne tueront ni les technologies les plus avancées ni la panacée robotique.

Demain comme aujourd'hui, il nous faudra de bons soldats, conjuguant au mieux enthousiasme de leur jeunesse et expérience professionnelle. Il faudra donc :

- Que nous leur donnions envie de s'engager ;
- Qu'ils aient ensuite envie de rester ;
- Et que nous les aidions le moment venu à se réinsérer, j'ai envie de dire « dignement ».

Aujourd'hui, ce capital existe : nous avons de bons soldats, courageux, généreux, bien commandés. Du général au grenadier voltigeur de pointe, ils remplissent leur mission à la satisfaction générale (en 2010 : 977 croix de la valeur militaire ont été décernées, 12% à des officiers, 29% à des sous-officiers et 59% à des militaires du rang).

Mais ce capital est fragile, et pour en disposer demain, nous devons nous attacher à répondre à leur besoin légitime de considération et à leurs aspirations professionnelles et plus personnelles notamment en termes de carrière et de vie au sein de la cité.

Nous leur devons d'abord une formation de qualité.

Parce qu'il s'agit du socle sur lequel se bâtit tout le reste, la formation des cadres devra bénéficier d'une attention soutenue et ne pas se trouver fragilisée par des considérations de rationalisation à très courte vue. J'estime que les efforts de regroupement auxquels nous venons de procéder ont atteint leurs limites. Aller au-delà, notamment en s'affranchissant des logiques de milieu fragilisera durablement l'ensemble des armées. Ces efforts nous permettent déjà d'améliorer très sensiblement les synergies entre les différentes formations interarmes et interarmées (exemple de Draguignan - Canjuers - Le Luc - Toulon). Enfin, pour améliorer la qualité de la formation initiale de nos EVAT nous venons de faire le choix de la regrouper dans une douzaine de centres de formation initiale militaire.

Il nous faudra ensuite continuer à offrir des perspectives de carrière à la hauteur des aspirations de nos soldats et à chacun selon ses mérites et aptitudes :

- Réaliser le parallélisme des formes de recrutements internes entre officiers et des sous-officiers, avec 70% de part et d'autre ;
- Permettre aux sous-officiers et aux EVAT BAC+2 d'accéder sur titre à l'épaulette par l'EMIA ;
- Offrir aux EVAT qui en ont manifestement le potentiel la possibilité de devenir officiers par voie de concours. 7 ont eu cette opportunité en 2010 ;

- Ne pas négliger non plus les perspectives professionnelles offertes à nos officiers supérieurs.

Enfin, il conviendra de rester très attentif à la considération due au soldat. La loi ne le stipule pas par hasard !

Côté institutionnel, elle ne fait pas défaut, en revanche côté société civile, cette reconnaissance ne va pas de soi. Or il y a là une question centrale que relève bien le colonel Goya dans un récent article : « Il reste à déterminer si une société et son armée peuvent espérer vaincre en refusant de reconnaître ses héros ? », ou fait dire à Monseigneur Ravel : « L'armée se différencie des autres forces politiques sécuritaires en ce qu'elle se trouve présente entre les nations ; elle existe pour les différends entre les peuples et c'est pourquoi elle vacille quand le sentiment national se fait hésitant. » Je constate malheureusement, notamment à l'occasion des cérémonies d'hommage que le soutien apporté à nos soldats est très inégal dans notre pays, voire d'une garnison à l'autre.

Et pourtant, la mort du soldat au combat n'est pas et ne sera pas une mort ordinaire. Tuer au combat pour remplir sa mission n'est pas et ne sera jamais un acte ordinaire.

Enfin s'il est un domaine auquel nous devons porter une attention toute particulière c'est bien celui du soutien santé de nos soldats en opérations. Je le dis très clairement : nous avons un service de santé tout à fait exceptionnel, très courageux dans l'action au plus près de nos soldats et d'une très grande compétence tout au long de la chaîne logistique. Si un jour il ne devait plus y avoir de praticiens de la chirurgie de guerre, cette chirurgie générale d'urgence en situation d'exception dans un environnement souvent dégradé dont les chirurgiens militaires seront bientôt, dans un monde médical hyperspécialisé, les seuls dépositaires, si un jour nous ne devons plus pouvoir compter sur une prise en charge échelonnée de bout en bout du rôle 1 au rôle 4, c'est-à-dire du ramassage aux hôpitaux en France, **ce jour là nous ne trouverons plus de soldats pour faire ce métier !**

Je voudrais conclure sur ma préoccupation des évolutions en cours.

Avec une question pour moi essentielle : au moment de se pencher une fois encore sur l'avenir de notre outil de défense, a-t-on une claire perception d'où nous en sommes, de ce que nous sommes capables de produire en termes d'effets militaires – puisque c'est notre finalité – et de ce vers quoi nous conduisent déjà les évolutions en cours ?

Il ne s'agit pas de contester ou de remettre en cause nos contrats mais de dire ce qu'ils produisent.

Comparaison n'est pas raison mais je relève, je l'ai déjà dit :

- Que depuis 1914 nous avons dissous 1980 bataillons d'infanterie et qu'il nous en reste 20, c'est-à-dire 3 de moins que les Suisses ;
- On pouvait en 1914 placer 1 fantassin tous les 50cm entre Nice et Dunkerque, désormais nous le pouvons entre la porte Maillot et la porte de la Villette ;
- Qu'en 1940 nous avions plus de divisions de 16 000 hommes (93) qu'il nous restera en 2014 de régiments de 900 hommes (80) ;
- Qu'il y a désormais dans notre artillerie 13 fois moins de canons que du seul côté français à Verdun, 3 fois moins qu'aux Invalides aujourd'hui et quasiment deux fois moins que chez nos voisins Suisses (et je ne compte pas leur artillerie de forteresse).

Il ne s'agit pas de défendre un quelconque pré carré ni de remettre en cause les décisions politiques qui ont été prises mais simplement d'être certains que le point de départ de toute nouvelle évolution, de toute réflexion sur les engagements de demain, sera bien connu de tous ceux qui devront en porter la responsabilité, et dont je suis naturellement.